

# Un nouveau rapport GIEC sur l'évolution du climat : gravité extrême du diagnostic, inconsistance des solutions

mercredi 2 avril 2014, par [TANURO Daniel](#) (Date de rédaction antérieure : 2 mars 2014).

**Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a sorti la deuxième partie de son cinquième rapport d'évaluation, sur les impacts du réchauffement et l'adaptation. Il montre clairement que la situation est gravissime, mais les solutions qu'il avance sont loin, très loin d'être à la hauteur.**

Sommaire

- [Huit risques clés](#)
- [NB : déluge possible](#)
- [Les pieds dans le plat](#)

En son article 2, la Convention cadre des Nations Unies sur le Changement climatique (CCNUCC , Rio 1992) fixait pour objectif d'empêcher « *une interférence anthropogénique dangereuse avec le système climatique* ». La conférence de Cancun (2010) concrétisait quelque peu l'affaire en décidant qu'un réchauffement supérieur à 2°C était à éviter. Le nouveau rapport du GIEC tente de cerner plus précisément les dangers.

## Huit risques clés

Pour ce faire, les experts identifient des « risques clés ». Définition : « *Des risques sont considérés comme clés en fonction du grand danger et/ou de la grande vulnérabilité des sociétés et des systèmes exposés. L'identification des risques clés s'est basée sur une expertise utilisant les critères spécifiques suivants : grande amplitude, haute probabilité ou irréversibilité des impacts ; timing des impacts ; vulnérabilité ou exposition permanente contribuant au risque ; ou possibilité limitée de réduire le risque par l'adaptation ou la mitigation.* » [1]

Huit risques clés sont ainsi identifiés : (1) risque de mort, de blessure, de problèmes de santé ou de rupture des moyens d'existence dans les zones côtières et les petits Etats insulaires, par suite de tempêtes, d'inondations et d'élévation du niveau de la mer ; (2) risque de problèmes de santé graves et de rupture des moyens d'existence pour de larges groupes urbains, par suite d'inondations intérieures ; (3) risques systémiques dus à des événements météorologiques extrêmes provoquant la rupture des infrastructures en réseau et des services vitaux tels que l'électricité, la distribution d'eau et les services de santé et d'urgence ; (4) risque de mortalité et de morbidité durant les périodes de chaleur extrême, particulièrement pour les populations urbaines vulnérables ainsi que pour celles qui travaillent à l'extérieur dans les zones urbaines et rurales ; (5) risque d'insécurité alimentaire et de rupture des systèmes alimentaires (...) particulièrement pour les populations les plus pauvres dans les zones urbaines et rurales ; (6) risque de perte des ressources et des revenus

dans les zones rurales par suite de l'accès insuffisant à l'eau potable et à l'eau d'irrigation ainsi que de la réduction de la productivité agricole, particulièrement pour les paysans et éleveurs qui disposent d'un capital minimal dans les régions semi-arides ; (7) risque de perte d'écosystèmes marins et côtiers et de leur biodiversité ainsi que des biens, fonctions et services qu'ils rendent en termes de ressources côtières, spécialement pour les communautés de pêcheurs sous les tropiques et dans l'Arctique ; (8) risque de perte d'écosystèmes terrestres et aquatiques terrestres et de leur biodiversité, ainsi que des biens, fonctions et services qu'ils rendent en termes de ressources.

Chacun de nous peut imaginer les drames qui se cachent derrière cet exposé sobre comme un inventaire de faillite. Il suffit de se rappeler les images diffusées lorsque la Nouvelle Orléans a été dévastée par l'ouragan Katrina (2005), que le Pakistan a été inondé suite à des moussons anormales (2010), que l'Ethiopie a souffert de la pire des sécheresses (2011), que le Colorado a été ravagé par les incendies de forêt (2012), ou que les Philippines ont été balayées par le typhon Hayan (2013)... En bref, le rapport du GIEC nous dit - avec un haut degré de confiance - que la poursuite du réchauffement signifiera plus de ces catastrophes, plus fortes et plus souvent.

### **NB : déluge possible**

Les huit risques clés sont combinés entre eux pour définir cinq « motifs de préoccupation » : (1) les « *menaces sur des systèmes uniques* » comme les récifs coralliens - à « *très haut risque* » si on gagne encore 2° supplémentaires ; (2) les « *événements météorologiques extrêmes* » - à « *haut risque* » au-delà de 1°C supplémentaire ; (3) la « *distribution inéquitable des impacts* » (en clair : les pauvres paient la facture du réchauffement causé par les riches) - à « *haut risque* » au-delà de 2° supplémentaires ; (4) les « *impacts globaux agrégés* » (en clair : le fait que les dégâts aux écosystèmes et aux pauvres commencent à impacter négativement l'économie globale) - à « *haut risque* » autour de 3°C supplémentaires ; (5) les « *événements singuliers à large échelle* », qui font franchir un point de basculement (« *tipping point* » abrupt débouchant sur des changements irréversibles).

Ce point cinq réfère en particulier au risque d'une élévation majeure du niveau des mers. A ce sujet, le texte dit ceci : « *Le risque augmente de façon disproportionnée lorsque la température gagne de 1 à 2°C supplémentaires et devient élevé au-dessus de 3°C, par suite de la possibilité d'une hausse importante et irréversible due à la perte des glaces. Pour un réchauffement soutenu supérieur à un certain seuil, une perte presque complète de la calotte glacière du Groenland se produirait en un millénaire ou plus, contribuant à une hausse de 7 mètres du niveau de la mer* ». Après le mot « seuil », une note de bas de page précise : « *Les estimations actuelles indiquent que ce seuil est plus élevé que 1°C environ (confiance faible), mais plus bas que 4°C environ (confiance moyenne) de réchauffement global soutenu au-dessus des niveaux préindustriels* ».

Attention : on parle bien ici de réchauffement par rapport au 18<sup>e</sup> siècle, pas de réchauffement supplémentaire par rapport à la température actuelle. Etant donné que la Terre a gagné 0,7°C depuis la période préindustrielle, et qu'un demi-degré supplémentaire (au moins) est déjà dans le pipeline, on doit comprendre que l'affirmation selon laquelle une élévation de 7 mètres du niveau des océans est encore évitable est en réalité... peu fiable...

Il est significatif qu'une conclusion aussi capitale figure en note de bas de page et soit rédigée dans un style à ce point tordu (avec des doubles négations, et en citant des hausses de température mesurées par rapport à deux dates différentes !) qu'il faut s'y reprendre à deux fois pour en saisir le sens. (Un sens incomplet d'ailleurs, puisque le « Résumé pour les décideurs » ne parle que du Groenland, alors qu'une menace au moins aussi sérieuse peut venir de l'Antarctique Ouest.) Le

« résumé pour les décideurs » étant négocié mot à mot entre les auteurs et les représentants des gouvernements, il est possible – ce ne serait pas la première fois – que ceux-ci aient fait des pieds et des mains pour que la vérité reste voilée. Mais il est possible aussi – une étude récente des articles scientifiques sur le climat suggère cette explication – que les auteurs eux-mêmes aient voulu présenter les choses *mezzo voce*, par peur de ne pas être accusés de tenir des propos « catastrophistes »... ou par incapacité de sortir des dogmes néolibéraux.

## **Les pieds dans le plat**

Car le texte est aussi fade sur le plan des solutions qu'alarmant sur le plan du diagnostic. Pour éviter à la fois le basculement climatique et l'approfondissement des inégalités, les auteurs ne trouvent rien de mieux que de réciter une nouvelle fois le chapelet des mesures néolibérales : « *des partenariats public-privé, des prêts, des paiements pour services environnementaux, des hausses de prix sur les ressources naturelles, des taxes et des subsides, des normes et des régulations, un partage du risque et des mécanismes de transfert* ».

Mises en œuvre depuis la conférence de Rio en 1992, ces soi-disant solutions n'ont fait qu'aggraver les risques environnementaux tout en approfondissant l'injustice sociale. Le professeur Kevin Anderson, spécialiste du climat à l'université de Manchester, a eu le courage et la lucidité de mettre les pieds dans le plat en déclarant récemment : « *Après deux décennies de bluff et de mensonges, le budget carbone dont nous disposons encore pour ne pas dépasser 2°C de hausse de la température requiert un changement révolutionnaire au niveau de l'hégémonie politique et économique* ». En effet. La course au profit et l'accumulation capitaliste (l'un ne va pas sans l'autre) sont en train de nous précipiter tête baissée dans une catastrophe irréversible et d'une ampleur telle qu'on ne parvient pas à l'imaginer. Pour réduire les émissions et les supprimer à terme, une planification écosocialiste est urgente, qui requiert en priorité l'expropriation des secteurs de l'énergie et du crédit, sans indemnités ni rachat. Sans cela, la catastrophe climatique plongera l'humanité dans une barbarie à côté de laquelle les deux guerres mondiales du 20<sup>e</sup> siècle, la colonisation et le nazisme apparaîtront comme des exercices d'amateurs.

**Daniel Tanuro**

---

**P.-S.**

\* <http://www.lcr-lagauche.org/>

---

## **Notes**

[1] L'article est basé uniquement sur le Résumé pour les décideurs, le rapport intégral n'est pas encore disponible. [http://ipcc-wg2.gov/AR5/images/uploads/IPCC\\_WG2AR5\\_SPM\\_Approved.pdf](http://ipcc-wg2.gov/AR5/images/uploads/IPCC_WG2AR5_SPM_Approved.pdf)